

Commission Paritaire 136
Ouvriers et ouvrières de la transformation du papier et du carton

**MESURES CONCERNANT LES GROUPES A RISQUES ET LA
FORMATION**

Convention collective de travail du 5 septembre 2019

Neerlegging-Dépôt: 12/09/2019
Regist.-Enregistr.: 15/10/2019
N°: 154426/CO/136

CHAPITRE 1

Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises relevant de la commission paritaire de la transformation du papier et du carton.

CHAPITRE 2

Groupes à risques

Article 2 - Ce chapitre est conclu en application de :

- la Loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), Titre XIII, Chapitre VIII, sections 1 et 2 (Moniteur Belge du 28 décembre 2006) ;
- l'Arrêté Royal du 19 février 2013 d'exécution de l'article 189, quatrième alinéa, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (Moniteur belge du 8 avril 2013) ;
- Arrêté royal du 5 décembre 2017 portant exécution de la section 1ère du chapitre 2, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable (M.B. 18 décembre 2017) ;
- Loi du 26 juin 2019 portant mise en œuvre du projet d'accord interprofessionnel 2019-2020 (M.B. 17 juin 2019).

Conformément aux dispositions de la loi précitée, l'effort de 0,10 % sera d'application en 2019 et 2020, via le Fonds de sécurité d'existence, pour stimuler des actions de formation et de recyclage des ouvriers et ouvrières du secteur.

Article 3 - Les personnes appartenant aux groupes à risque sont les suivantes :

1) le chômeur de longue durée :

- le demandeur d'emploi qui, pendant **les six mois** qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine ;

- le demandeur d'emploi qui, pendant **les six mois** qui précèdent son engagement, a travaillé uniquement à temps partiel pour échapper au chômage et/ou comme intérimaire ;

2) le chômeur à qualification réduite :

le demandeur d'emploi de plus de 18 ans qui n'est titulaire :

- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
- ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;
- ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

3) le chômeur moins valide :

le demandeur d'emploi moins valide qui, au moment de son engagement, est enregistré dans un des fonds de reclassement social des personnes handicapées ;

4) le jeune à scolarité obligatoire partielle :

le demandeur d'emploi âgé de moins de 18 ans qui est encore soumis à l'obligation scolaire et qui ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice ;

5) la personne qui réintègre le marché de l'emploi :

le demandeur d'emploi qui remplit simultanément les conditions suivantes :

- ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- avoir, avant la période de trois ans visée aux deux points précédents, interrompu son activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité ;

6) le bénéficiaire du minimum de moyens d'existence :

le demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement, bénéficie du minimum de moyens d'existence ;

7) le chômeur âgé :

le demandeur d'emploi âgé de 50 ans et plus ;

8) le chômeur du plan d'accompagnement :

le demandeur d'emploi ayant suivi le plan d'accompagnement ;

9) le travailleur à qualification réduite :

le travailleur qui n'est titulaire :

- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
- ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;
- ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

10) le travailleur à qualification inadéquate ou insuffisante :

- le travailleur qui doit être réorienté vers une autre fonction ;
- le travailleur dont la qualification est devenue insuffisante ou inadéquate suite à l'évolution technologique.

Article 4 - Le comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence est chargé de l'élaboration du règlement pour l'application pratique de ces mesures.

Le comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence examinera s'il s'avère opportun ou non de créer un fonds de formation afin de tendre vers une utilisation optimale des moyens de formation.

Article 5 - Au moins 0,05% de la cotisation de 0,10% sera affecté en faveur d'un ou plusieurs des groupes à risques suivants :

- 1) Les travailleurs âgés d'au moins 50 ans qui travaillent dans le secteur ;
- 2) Les travailleurs âgés d'au moins 40 ans qui travaillent dans le secteur et qui sont menacés par un licenciement
 - a. soit parce qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et le délai de préavis est en cours,
 - b. soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficultés ou en restructuration,
 - c. soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé ;
- 3) Les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service. Par personnes inoccupées, on entend :
 - a. les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail (article 13 de l'AR du 19 décembre 2001),
 - b. les chômeurs indemnisés,

- c. les demandeurs d'emploi peu qualifiés, c'est-à-dire les jeunes qui ne sont pas titulaires d'un certificat ou diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, ou les demandeurs d'emploi très peu qualifiés, c'est-à-dire les jeunes qui ne sont pas titulaires d'un certificat du second degré de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire inférieur (cf. définition de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999),
- d. les personnes qui réintègrent le marché du travail après une interruption d'au moins 1 an,
- e. les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002, les personnes ayant droit à l'aide sociale en application de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976,
- f. les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réduction restructurations (cf. AR du 9 mars 2006),
- g. les demandeurs d'emploi qui ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès ;

4) Les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est-à-dire :

- a. les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées,
- b. les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33%,
- c. les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées,
- d. les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux,
- e. la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins,
- f. les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux,
- g. la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident de travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail ;

5) Les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise (cf. article 27, 6° AR 25 novembre 1991), soit dans le cadre d'un stage de transition (article 36quater AR 25 novembre 1991).

Article 6 - Au moins la moitié de l'effort de 0,05% visé à l'article 5, doit être affectée à des initiatives en faveur d'un ou plusieurs des groupes suivants :

- a. Les jeunes concernés dans l'article 5, 5)
- b. Les personnes concernées dans l'article 5, 3) et 4), qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans.

Article 7 - Cela signifie concrètement que suite à l'article six, 0,025% est consacré aux initiatives en faveur des jeunes qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans et qui appartiennent aux groupes à risques.

CHAPITRE 3

Formation

Article 8 §1 - Pour la période 2019 et 2020, chaque entreprise a une obligation de formation collective de 5 jours par ETP (en moyenne) sur 2 ans.

Pour la période 2021 et 2022, chaque entreprise a une obligation de formation collective de 6 jours par ETP (en moyenne) sur 2 ans.

Les entreprises occupant moins de dix travailleurs sont exclues de l'obligation de formation collective et les entreprises occupant au minimum dix et moins de vingt travailleurs, exprimés en équivalent temps plein, bénéficient d'un régime dérogatoire, et ce, conformément à l'article 10 de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable et à l'article 4 de l'arrêté royal du 5 décembre 2017 portant exécution de la section 1ère du chapitre 2, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable.

Il est recommandé de chercher une bonne répartition entre les différents niveaux / classes.

Une communication annuelle concernant les objectifs relatifs aux formations sera faite au sein du Conseil d'entreprise, ou à défaut, à la délégation syndicale.

Article 8 §2 - En outre, 25% de la formation pourra avoir lieu en dehors du temps de travail¹. Ces heures de formation seront payées aux ouvriers et ouvrières sur base du salaire normal.

Article 9 - Afin de stimuler la formation et la croissance du temps de formation, conformément à la Loi sur le travail faisable et maniable, l'offre sectorielle de formation a été revue, analysée et étendue. Cela s'est avéré être un moyen de formation efficace des travailleurs (en particulier pour les travailleurs des PME). Afin

¹ En pratique, les modalités d'application se négocient en Conseil d'entreprise ou à défaut en délégation syndicale.

de promouvoir la formation en général et la formation au sein des PME en particulier, un budget supplémentaire de 50 000 EUR est alloué par le biais d'une réaffectation au sein du Fonds de sécurité d'existence.

Par ailleurs, dans le même but, un accord de coopération sera conclu avec CEFOVERRE, qui sera reconnu par le secteur comme un établissement de formation reconnu pour le secteur.

CHAPITRE 4

Divers

Article 10 - Les parties signataires conviennent de favoriser le travail à temps partiel sur base volontaire quand l'organisation du travail le permet.

Article 11 - L'occupation d'ouvriers et d'ouvrières dans le cadre de l'activation des allocations de chômage n'est possible qu'après consultation de la délégation syndicale et présentation de la proposition au Président de la commission paritaire, qui la transmettra aux organisations représentées en commission paritaire.

En cas d'absence de réaction négative dans les 10 jours suivant l'envoi, la proposition est acceptée.

Article 12 - Les parties s'engagent, tout en tenant compte des emplois disponibles au sein de l'entreprise, à examiner la possibilité d'une réinsertion de travailleurs victimes d'un accident du travail. Il est conseillé lors d'engagement de personnes moins valides, de faire appel aux subsides octroyés par les pouvoirs publics régionaux pour l'adaptation des postes de travail afin de promouvoir l'emploi au profit des moins valides.

CHAPITRE 5

Travail faisable

Article 13 - Le comité d'accompagnement des "chantiers expérimentaux" mis en place par l'accord sectoriel 2017-2018 évaluera les dossiers réalisés dans les mois à venir, en vue de développer une offre permanente de mesures pour le travail faisable.

A cet effet, un budget de 70.000 EUR par an sera alloué par le biais d'une réaffectation des fonds au sein du Fonds de sécurité d'existence. Les partenaires sociaux au sein des entreprises présenteront une demande conjointe. Les petites entreprises, qui n'ont pas d'interlocuteur social, auront également accès au projet. Ils seront informés et encouragés par le biais de la Newsletter Paper Pack Skills.

En outre, le secteur soumettra un dossier ESF en vue d'obtenir un budget pour travailler sur de nouvelles formes d'organisation – faisable – du travail.

CHAPITRE 6

Dispositions finales

Article 14 - Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et cesse de l'être le 31 décembre 2020. Les articles 1 et 8 §1, al. 2 entrent en vigueur le 1er janvier 2019 et cessent d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

Paritair Comité 136
Arbeiders en arbeidsters van de papier- en kartonbewerking

MAATREGELN BETREFFENDE DE RISICOGROEPEN EN DE VORMING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 september 2019

HOOFDSTUK 1

Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeidsters en arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen welke onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking ressorteren.

HOOFDSTUK 2

Risicogroepen

Artikel 2 - Dit hoofdstuk wordt afgesloten in toepassing van :

- Wet houdende diverse bepalingen (I) van 27 december 2006, Titel XIII, Hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2 (Belgisch Staatsblad van 28 december 2006);
- Het Koninklijk Besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (Belgisch Staatsblad van 8 april 2013).
- Het Koninklijk Besluit van 5 december 2017 houdende uitvoering van afdeling 1 van hoofdstuk 2 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk (Belgisch Staatsblad van 18 december 2017);
- Wet tot uitvoering van het ontwerp van interprofessioneel akkoord 2019-2020 van 26 juni 2019 (Belgisch Staatsblad van 17 juni 2019).

Overeenkomstig de bepalingen van voormelde wet houdende diverse bepalingen wordt de inspanning van 0,10 % gebruikt in 2019 en 2020, langs het Fonds voor Bestaanszekerheid om de vormings- en omscholingsmogelijkheden van de arbeiders en arbeidsters te stimuleren.

Artikel 3 - Volgende personen behoren tot de risicogroepen :

1) de langdurige werkloze :

- de werkzoekende die gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking werkloosheids- of wachtuitkeringen heeft genoten voor alle dagen van de week ;
- de werkzoekende die, gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, uitsluitend deeltijds heeft gewerkt om aan de werkloosheid te ontkomen en/of als interimair ;

2) de laaggeschoolde werkloze :

de werkzoekende van meer dan 18 jaar die geen houder is van :

- ofwel een universitair diploma ;
- ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

3) de mindervalide werkloze :

de mindervalide werkzoekende die, op het ogenblik van zijn indienstneming, bij één der Fondsen voor de sociale reclassering van de mindervaliden is ingeschreven;

4) de deeltijds leerplichtige :

de werkzoekende van minder dan 18 jaar die nog onder de leerplicht valt en die het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt ;

5) de herintreder :

de werkzoekende die tegelijk aan de volgende voorwaarden voldoet :

- geen werkloosheidsuitkeringen of loopbaanonderbrekingsuitkering hebben genoten gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming voorafgaat;
- geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming voorafgaat ;
- voor de periode van drie jaar, bedoeld in de twee vorige punten, zijn beroepsactiviteit hebben onderbroken, ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen zijn ;

6) de bestaansminimumtrekker :

de werkzoekende die op het ogenblik van zijn indienstneming het bestaansminimum ontvangt ;

7) de oudere werkloze :

de werkzoekende van 50 jaar en ouder ;

8) de werkloze uit een begeleidingsplan :

de werkzoekende die een begeleidingsplan heeft gevolgd ;

9) de laaggeschoolde werknemer :

de werknemer of werknemster die geen houder is van :

- ofwel een universitair diploma ;
- ofwel een diploma of getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

10) de werknemer of werkneemster met een onaangepaste of een ontoereikende beroepsbekwaamheid :

- de werknemer of werkneemster die naar een andere functie moet worden geheroriënteerd;
- de werknemer of werkneemster waarvan de beroepsbekwaamheid onaangepast of ontoereikend is geworden tengevolge van de technische evolutie.

Artikel 4 - Het beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid is belast met het opstellen van het reglement voor de praktische toepassing van deze maatregelen. Het beheerscomité van het Fonds voor Bestaanszekerheid zal onderzoeken of het opportuun is een Vormingsfonds op te richten teneinde een optimale aanwending van de opleidingsmiddelen na te streven.

Artikel 5 - Tenminste 0,05% van de 0,10%-bijdrage zal worden voorbehouden voor één of meerdere van de volgende risicogroepen:

- 1) Werknemers van minstens 50 jaar oud die in de sector werken;
- 2) Werknemers van minstens 40 jaar oud die in de sector werken en bedreigd zijn met ontslag
 - a. hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt,
 - b. hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of herstructurering,
 - c. hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag is aangekondigd;
- 3) Niet-werkenden en personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding. Onder niet-werkenden wordt verstaan:
 - a. langdurig werkzoekenden, dit zijn personen die in het bezit zijn van een werkkaart (artikel 13 van het KB van 19 december 2001),
 - b. uitkeringsgerechtigde werklozen,
 - c. werkzoekenden die laaggeschoold zijn, dit zijn de jongeren die geen getuigschrift of diploma van het hoger secundair onderwijs bezitten, of werkzoekenden die erg laaggeschoold zijn, dit zijn de jongeren die geen getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs bezitten of van het lager secundair onderwijs bezitten (cfr. definities uit artikel 24 van de wet van 24 december 1999),
 - d. herintreders, zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens 1 jaar terug op arbeidsmarkt begeven,

- e. personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002, personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMWs,
 - f. werknemers die in het bezit zijn van een verminderingkaart herstructureringen (cfr. KB 9 maart 2006),
 - g. werkzoekenden die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden, of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of bezaten bij overlijden;
- 4) De personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk:
- a. de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap,
 - b. de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33%,
 - c. de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomensvervangende of een integratie-tegemoetkoming (cfr. wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap),
 - d. de personen die als doelgroepwerknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het paritair comité voor de beschutte en sociale werkplaatsen,
 - e. de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66%,
 - f. de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de FOD Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen,
 - g. de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;
- 5) De jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden hetzij in een stelsel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming (cfr. artikel 27, 6° KB 25 november 1991), hetzij in het kader van een instapstage (artikel 36quater KB 25 november 1991).

Artikel 6 - Van de in artikel 5 bedoelde inspanning van 0,05 pct. moet minstens de helft besteed worden aan initiatieven ten voordele van één of meerdere van de volgende groepen:

- a. De in artikel 5, 5) bedoelde jongeren
- b. De in artikel 5, 3) en 4) , bedoelde personen die nog geen 26 jaar zijn

Artikel 7 - Dit betekent concreet dat ingevolge artikel zes, 0,025 pct wordt besteed aan initiatieven ten voordele van jongeren die nog geen 26 jaar zijn en die tot de risicogroepen behoren.

HOOFDSTUK 3

Vorming

Artikel 8 § 1 - Voor de periode 2019 en 2020 heeft elke onderneming een collectieve vormingsplicht van 5 kalenderdagen per FTE (gemiddeld) per 2 jaar.

Voor de periode 2021 en 2022 heeft elke onderneming een collectieve vormingsplicht van 6 kalenderdagen per FTE (gemiddeld) per 2 jaar.

Ondernemingen met minder dan tien werknemers zijn uitgesloten van de verplichting tot collectieve vorming en ondernemingen met ten minste tien en minder dan twintig werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, genieten van een afwijkende regeling, overeenkomstig artikel 10 van de wet van 5 maart 2017 betreffende het werkbaar en wendbaar werk en artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 december 2017 tot uitvoering van afdeling 1 van hoofdstuk 2 van de wet van 5 maart 2017 betreffende het werkbaar en wendbaar werk.

Er wordt daarbij aanbevolen naar een goede spreiding over de verschillende niveaus/klassen te streven.

Een jaarlijkse mededeling over de doelstellingen op het gebied van vormen zal worden gedaan binnen de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, aan de vakbondsdelegatie.

Artikel 8 § 2 - 25 % van de vorming kan buiten de werkuren worden georganiseerd¹. Deze vormingsuren zullen aan de arbeiders en arbeidsters worden betaald tegen het gewone loon.

Artikel 9 – Teneinde de groei naar meer vorming en opleidingstijd te stimuleren, conform de Wet Werkbaar en Wendbaar werk, werd het sectoraal opleidingsaanbod herbekeken, geanalyseerd en uitgebreid in de periode 2017-2018. Dit is een doeltreffend middel gebleken om werknemers op te leiden (in het bijzonder ook werknemers van KMO's). Om de opleiding in het algemeen en de opleiding binnen de KMO's in het bijzonder te stimuleren wordt een extra budget van 50.000 EUR voorzien via een herschikking binnen het Fonds van Bestaanszekerheid.

Daarnaast zal, met hetzelfde doel, een samenwerkingsovereenkomst worden gesloten met CEFOVERRE, dat door de sector zal worden erkend als erkende opleidingsinstelling voor de sector.

HOOFDSTUK 4

Diversen

Artikel 10 - Ondertekenende partijen komen overeen de deeltijdse arbeid op vrijwillige basis aan te moedigen wanneer de arbeidsorganisatie zulks toelaat.

Artikel 11 - De tewerkstelling van arbeiders en arbeidsters in het kader van de activering van de werkloosheidsuitkeringen is enkel mogelijk na raadpleging van de vakbondsafvaardiging

¹ De praktische invulling geschiedt in de Ondernemingsraad of bij ontstentenis ervan in de syndicale delegatie

en voorlegging van het voorstel aan de Voorzitter van het paritair comité die het zal overmaken aan de organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

Indien er binnen de 10 dagen na verzending geen negatieve reactie komt, is het voorstel aanvaard.

Artikel 12 - Partijen verbinden er zich toe, rekening houdende met de beschikbare banen binnen de onderneming, de mogelijkheid te onderzoeken van wederinschakeling van werknemers die het slachtoffer zijn geworden van een arbeidsongeval. Er wordt aanbevolen bij het aanwerven van mindervaliden gebruik te maken van subsidies van de regionale overheid om de arbeidsposten aan te passen teneinde de werkgelegenheid ten behoeve van mindervaliden, waar mogelijk, te bevorderen.

HOOFDSTUK 5

Werkbaar werk

Artikel 13 - Het begeleidingscomité 'proefwerven' opgericht bij sectorakkoord 2017-2018 zal in de komende maanden een evaluatie maken van de uitgevoerde dossiers met het oog op het uitwerken van een permanent aanbod van maatregelen voor werkbaar werk.

Daarvoor wordt een budget van 70.000 EUR per jaar ter beschikking gesteld via een hertoewijzing van middelen in het Fonds van Bestaanszekerheid. De sociale partners binnen de ondernemingen zullen een gezamenlijke vraag indienen. Ook kleinere ondernemingen, die over geen sociale gesprekspartner beschikken, hebben toegang tot het project. Zij zullen via de newsletter van Paper Pack Skills worden geïnformeerd en aangemoedigd.

Daarnaast zal de sector een ESF-dossier indienen met het oog op het bekomen van een budget om te werken rond nieuwe – werkbare - arbeidsorganisatievormen.

HOOFDSTUK 6

Slotbepalingen

Artikel 14 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2019 en loopt tot 31 december 2020. Artikels 1 en 8 §1, lid 2 treden in werking op 1 januari 2019 en lopen tot 31 december 2022.
